



Conseil Municipal du 18 novembre 2025



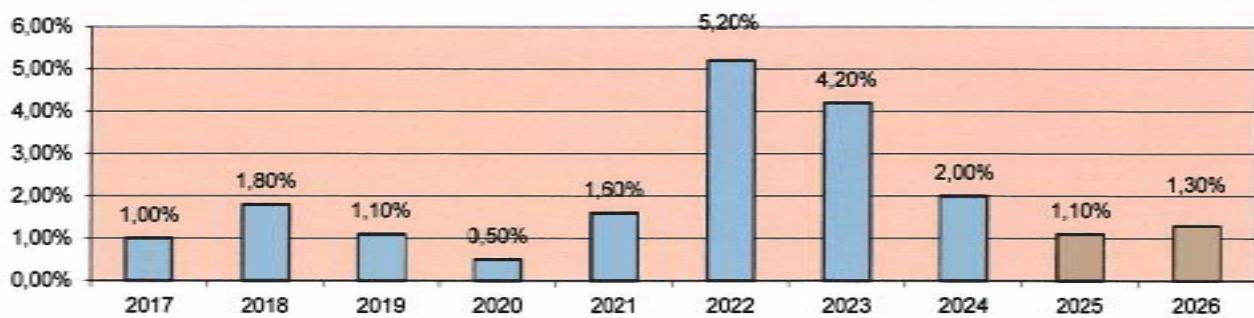
Rapport d'orientations budgétaires 2026



LES GRANDES TENDANCES ECONOMIQUES POUR 2026

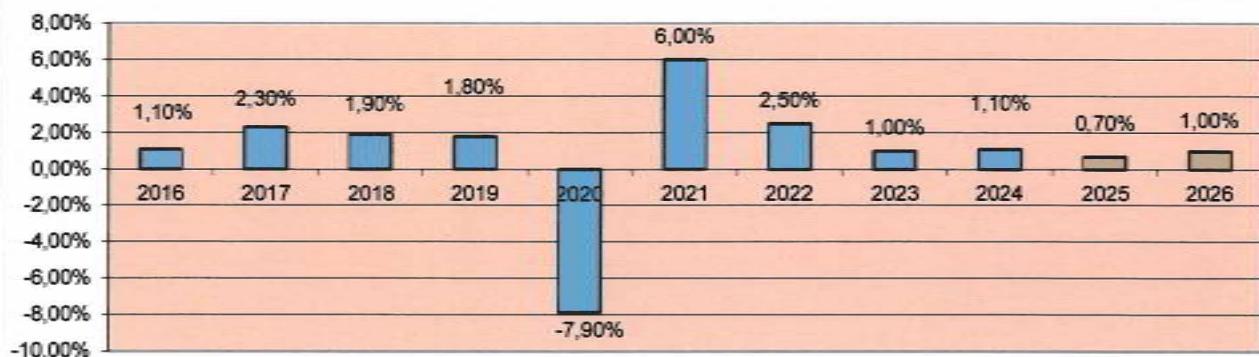
I CADRAGE MACROECONOMIQUE

INFLATION ANNUELLE MOYENNE EN FRANCE (hors tabac)



Chiffres INSEE prévision du projet de loi de finance (PLF)
ministère des finances

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT



Chiffres INSEE prévision du projet de loi de finance
ministère des finances

TAUX DE CROISSANCE, D'INFLATION ET DE CHOMAGE

MOYENNES ANNUELLES EN %	2023	2024	2025	2026
TAUX DE CROISSANCE	1,00%	1,10%	0,70%	1,00%
TAUX D'INFLATION	4,20%	2,00%	1,10%	1,30%
TAUX DE CHOMAGE	7,40%	7,50%	7,60%	7,60%

minist finance Chiffres Banque de France

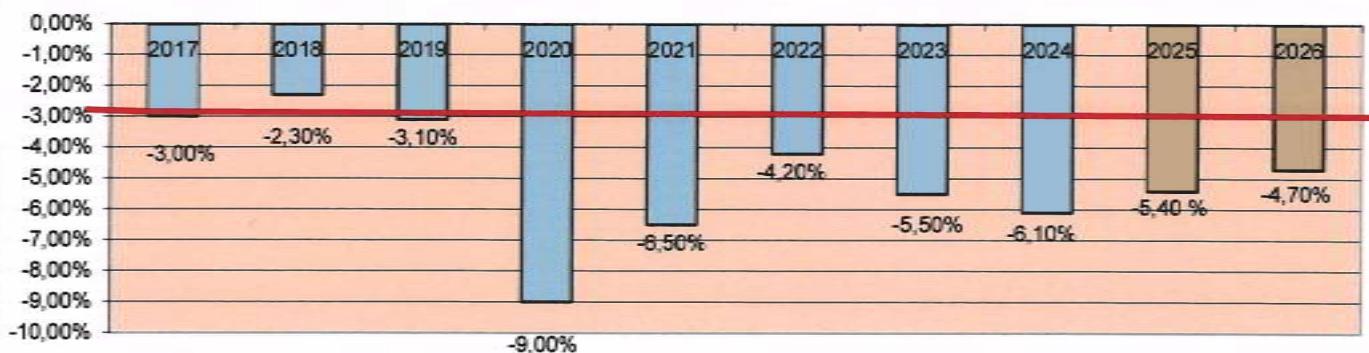
TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2022 (22 oct)	2023 (1er oct)	2024 (1er oct)	2025 (17 oct)
euribor 3 mois	1,58%	3,94%	3,18%	2,02%
Taux direct BCE (*)	2%	4,00%	3,50%	2,00%
OAT 10 ans	2,68%	3,36%	3,04%	3,24%

(*) Servent de base pour la fixation des taux fixes des emprunts proposés par les banques

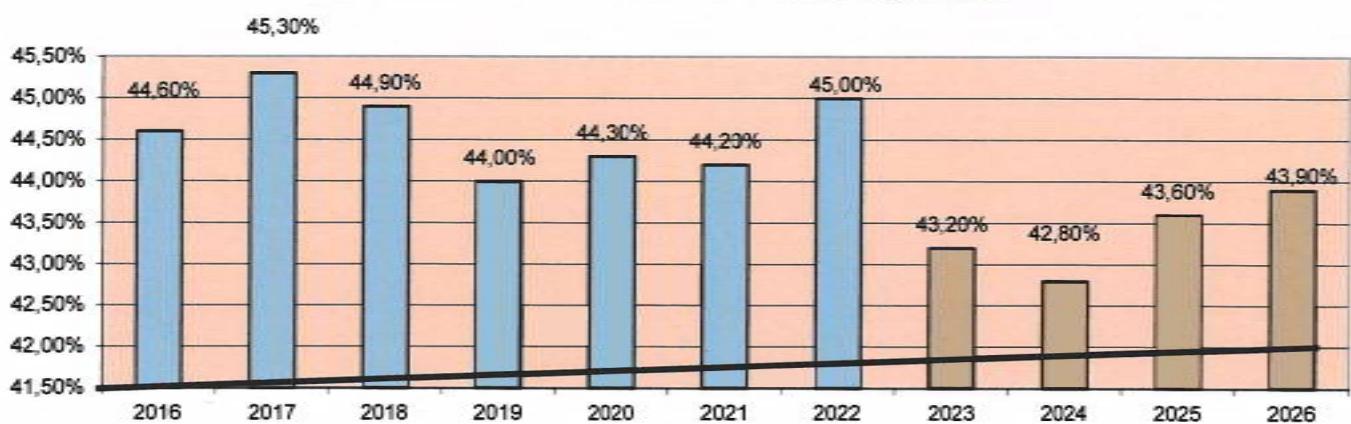
II CADRAGE DES FINANCES PUBLIQUES

DEFICIT SELON LES CRITERES DE MAASTRICHT



Chiffres INSEE Prévisions du gouvernement (et projet de loi de finances pour 2026)

POIDS DES PRELEVEMENTS OBLIGATOIRE EN % DU PIB



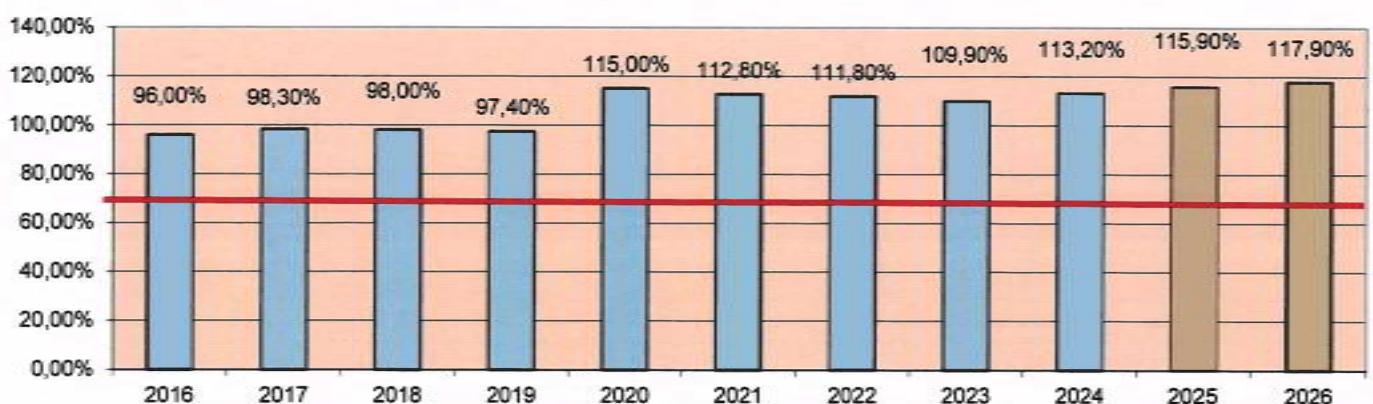
Prélèvements Obligatoires : impôts (revenu, impôts locaux..), taxes (TVA...) et cotisations sociales (parts patronales et part salariale cotisation chômage...) reçues par les administrations publiques (Etat, collectivités locales et sécurité sociale).

— Moyenne zone euro à 19

Chiffres INSEE

Projet de loi de finance 2024 /2025

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN % DU P.I.B



Critères de Maastricht

Chiffres INSEE

Projet de loi de finance 2025/2026

ministère des finances

PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT SECTION PAR SECTION

EN MILLIARDS D'EUROS	BUDGET 2024	BUDGET 2025	BUDGET 2026
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (1)	363	372	401
 			
IMPOTS ET TAXES	345	353	373
AUTRES RECETTES	18	19	28
 			
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (2)	419	423	437
 			
CHARGES A CARACTERE GENERAL	68	68	66
DEPENSE DE PERSONNEL	154	157	161
CHARGES DE GESTION COURANTE	138	138	131
REVERSEMENT SUR RECETTES POUR L'UNION EUROPEENNE	22	23	29
REVERSEMENT SUR RECETTES POUR LES COLLECTIVITES	4	37	50
EPARGNE DE GESTION (3) = (1)-(2)	-108	-106	-35
INTERET DE LA DETTE (4)	52	55	59
EPARGNE BRUTE (5) = (3)+(4)	-108	-106	-94
REMBOURSEMENT DU CAPITAL DE LA DETTE (6)	163	176	178
EPARGNE NETTE (7) = (5) + (6)	-271	-281	-273

SECTION D'INVESTISSEMENT
DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE (A)
DEPENSES FINANCIERES (B)
RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE ©
SOIN DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS (D) = (A)+(B)-(C)
EPARGNE NETTE (7) = (5) + (6)
EMPRUNT D'EQUILIBRE A SOUSCRIRE

CARACTERISTIQUES DU BUDGET DE L'ETAT 2026

Les dépenses de fonctionnement et l'annuité de la dette représentent 153 % des recettes de fonctionnement

Une épargne nette négative à hauteur de -68 % des recettes de fonctionnement

Un taux d'épargne brute négative de - 24 %

Une annuité de la dette représentant 59 % des recettes de fonctionnement

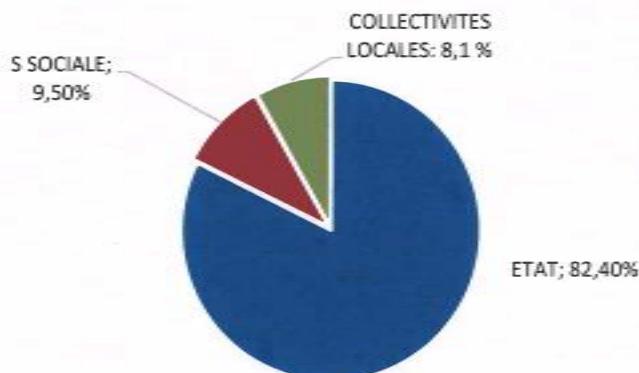
La situation serait en légère amélioration, avec un niveau d'épargne nette qui reviendrait proche de 2023...

La dette de la France est de 3 346 milliards d'€ fin mars 2025 soit 48 937 € par habitant (pop 68 373 433 hab)

La dette s'élevait à 2 134 milliards d'€ en 2015 soit une augmentation de 1 212 milliards en 10 ans,

Le montant d'emprunt pour 2026 s'élèverait à 310 milliards soit 4 534 € par habitant (4 388 € en 2024).

REPARTITION DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2023



PROJET DE LOI DE FINANCES (PLF) 2026: MESURES CONCERNANT LES COLLECTIVITES LOCALES

La France demeure sur le coup d'une procédure de déficit excessif depuis juillet 2024 dans le cadre des nouvelles règles budgétaires européennes entrées en vigueur le 30 avril 2024, du fait d'un déficit supérieur au seuil de 3 % du PIB, Les mesures prévues dans le PLF 26 visent à ramener le déficit public à 4,7 % du PIB en 26 (contre 5,4 % en 25). La trajectoire d'évolution du déficit public serait orientée vers un retour sous les 3 % à l'horizon 29. Le gouvernement attend une stabilisation des dépenses des collectivités territoriales (investissement et fonctionnement).

Les dotations en 2025

La DGF des communes et des EPCI reste identique en 2026 (27,395 milliards en 25).

Suppression du FCTVA pour les dépenses de fonctionnement (voirie et bâtiments) **IMPACT ESTIME DE 20 000 €**

Décalage du versement du FCTVA en n+1 pour les collectivités qui le percevaient en N (**LA VILLE N EST PAS CONCERNEE**)

Minoration de 25 % de la compensation de 50 % des valeurs locatives des établissements industriel sur la TF et la CFE

En se basant sur la compensation perçue en 2025 (264 795 €) **L'IMPACT ESTIME SERAIT DE 66 000 €**

Reconduction du fonds de réserve sur les collectivités locales

Doublement du DILICO qui passe de 1 à 2 milliard d'euros

Le DILICO (Dispositif de Lissage Conjoncturel des recettes fiscales des collectivités) créé en 25 est reconduit et doublé en 26, et concerne les communes (720 millions) et ECP (500 millions), 280 millions pour les départements et 500 millions pour les régions.

Le prélèvement serait reversé (à hauteur de 80 %) sur 5 ans si les conditions fixées au PLF sont bien respectées :

"Il faut que le taux de croissance des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement soient inférieures au taux de croissance 2026", si l'augmentation est supérieure, le DILICO ne sera pas remboursé => REVERSEMENT HYPOTHETIQUE

Cette disposition concernait les collectivités avec des dépenses réelles de fonction annuelles supérieures à 40 millions en 2025

En 2025 1 900 communes étaient concernées et cela devrait en concerter 4 000 en 2026,

Le bloc communal est plus impacté qu'en 2025 car le prélèvement passe de 500 à 720 millions d'€ en 2026

Champagnole qui n'était pas impactée en 2025 le sera peut être en 2026

Estimation d'un DILICO (2% des recettes réelles de fonc CFU 2024 (10 954 410*2%) : 219 000 €

Revalorisation annuelle des bases fiscales

Le pourcentage de revalorisation annuel des bases fiscales est calculé selon les dispositions de l'article 1518 bis du CGI.

Les bases fiscales pourraient être revalorisées de 1% en 2026 (pour 3,9 % en 2024 et 2 % en 2025).

(Pas d'impact pour la ville car la hausse est compensée par la baisse de la taxe sur les pylônes)

Mesures impactant la masse salariale

Hausse de 3 points du taux de cotisation des employeurs territoriaux à la CNRACL **IMPACT ESTIME 70 000 €**

Le taux actuel de 34,65 % passera à 37,65 % en 2026 et devrait atteindre 43,65 % à l'horizon 2027.

Subvention d'investissement versées par l'Etat

Création d'un Fonds d'Investissement des Territoires (FIT) qui remplace la DETR et la DSIL

Le FIT sera réparti par le Préfet (par département dans une fourchette de +ou- 3 % de la répartition de l'année précédente (?)

Autres mesures diverses

Réintégration du seuil de franchise en base de TVA à 37 500 € de recettes (pour des locations de salles par exemple)

Le calendrier de révision de la valeur locative des locaux d'habitation est décalé à 2032,

ESTIMATION DES MESURES CONCERNANT LA VILLE DE CHAMPAGNOLE SUR LE BP 2026

	Dépenses (en -)	Recettes (en -)
Suppression du FCTVA en fonctionnement (estimation)		-20 000 €
Hausse de 3 points du taux de cotisation CNRACL	70 000 €	
Diminution des compensations de Taxe foncière		-66 000 €
Assujettissement au DILICO 2026 (estimation)		-219 000 €
TOTAUX	70 000 €	-305 000 €

C'est 375 000 € de charges supplémentaires à intégrer au BP 26

ETAT DE LA DETTE AU 01/01/2026

N°	Objet de la dette	Date de l'arrêté	Montant initial	Durée initiale	Durée résiduelle	Organisme Prêteur	Taux	Marge	Capital Restant Dû Début Exercice	Amortissement	Intérêts	Annuité	Capital Restant Dû Fin Exercice
200601	Investissements 2006	24/10/2006	500 000	20 ans	11 mois	Caisse d'Epargne	3,71	0,00	34 713,43	34 713,43	808,81	35 522,24	0,00
201102	Investissements 2005	20/08/2011	300 000	14 ans	1 an	Caisse d'Epargne	4,56	0,00	20 000,00	20 000,00	912,00	20 912,00	0,00
201401	Investissements 2008	08/07/2014	366 695	11ans 10 m	5 mois	CFFL	1,27	0,00	39 401,80	39 401,80	499,36	39 901,16	0,00
200602	Investissements 2006	11/12/2006	500 000	20 ans	1 ans, 1 m	Crédit Agricole	TAM	0,15	72 310,00	35 353,59	1 925,23	37 278,82	36 956,41
200702	Investissements 2007	24/10/2007	666 000	20 ans	1 ans, 1 m	Crédit Foncier	4,44	0,00	92 419,69	45 206,25	4 103,43	49 309,68	47 213,44
200802	Investissements 2008	13/08/2019	600 000	20 ans	4 ans	Caisse d'Epargne	4,25	0,00	162 863,46	38 210,20	6 921,70	45 131,90	124 653,26
201101	Investissements 2011	15/07/2011	600 000	20 ans	6 ans	Banque Populaire	EUR 3 M	0,60	208 474,53	32 860,19	5 152,45	38 012,64	175 614,34
201301	Investissements 2012	26/11/2012	700 000	15 ans	2 ans	CDC	3,92	0,00	174 004,55	55 786,11	6 820,98	62 607,09	118 218,44
201402	Investissements 2014	08/07/2014	700 000	15 ans	3 ans, 7 m	CFFL	2,78	0,00	215 637,78	51 712,77	5 994,73	57 707,50	163 925,01
201501	Investissements 2015	11/09/2015	500 000	20 ans	9 ans, 8 m	Crédit Mutuel	1,87	0,00	272 953,92	25 089,56	4 934,14	30 023,70	247 864,36
201502	Investissements 2011	20/10/2014	467 780	13 ans 6 m	3 ans, 3 m	Caisse d'Epargne	2,13	0,00	97 012,59	38 189,50	1 864,08	40 053,58	58 823,09
201503	Investissements 2013	18/03/2015	1 473 300	18 ans	8 ans, 3 m	Caisse d'Epargne	1,71	0,00	669 113,22	84 355,83	11 082,75	95 438,58	584 757,39
201504	Investissements 2012	15/06/2015	593 489	12 ans	2 ans, 6 m	Caisse d'Epargne	1,51	0,00	106 501,22	52 850,05	1 409,41	54 259,46	53 651,17
201603	Investissements 2016	22/09/2016	500 000	20 ans	11 ans, 11	Caisse d'Epargne	1,06	0,00	288 024,85	24 822,04	2 987,46	27 809,50	263 202,81
201701	Investissements 2017	10/01/2017	500 000	20 ans	12 ans, 8 m	Banque Populaire	1,25	0,00	314 765,45	24 475,62	3 934,57	28 410,19	290 289,83
201801	Invest 2018 École	25/01/2018	448 408	25 ans	18 ans, 8 m	Caisse d'Epargne	1,66	0,00	343 628,67	16 537,04	5 704,24	22 241,28	327 091,63
201901	Investissements 2019	18/01/2019	600 000	20 ans	13 ans, 2 m	Crédit Mutuel	1,56	0,00	438 951,71	28 316,19	6 803,75	35 119,94	410 635,52
201902	Invest 2019 École	14/08/2019	448 408	25 ans	18 ans, 3 m	CFFL	1,73	0,00	340 790,08	17 936,32	5 908,45	23 844,77	322 853,76
202001	Investissements 2020	09/04/2020	500 000	20 ans	15 ans, 4 m	Banque Populaire	0,66	0,00	381 097,92	24 253,33	2 515,25	26 768,58	356 844,59
202101	Investissements 2021	10/05/2021	500 000	20 ans	16 ans, 5 m	Banque Populaire	0,71	0,00	405 578,38	24 025,88	2 879,61	26 905,49	381 552,50
202201	Investissement 2022	16/02/2022	500 000	15 ans	12 ans, 4 m	Banque Populaire	0,85	0,00	405 012,91	32 202,14	3 442,61	35 644,75	372 810,77
202401	Rénov cité Javel (1)	16/04/2024	500 000	25 ans	24 ans	CDC	Livret A	0,40	490 000,00	20 000,00	10 132,50	30 132,50	470 000,00
SOUS TOTAL BUDGET GENERAL			12 464 080						5 573 256,16	766 297,84	96 737,51	863 035,35	4 806 958,32
202002	Logements Trésorerie	10/04/2020	477 000	20 ans	15 ans, 4 m	Banque Populaire	0,66	0,00	357 750,00	23 850,00	2 361,15	26 211,15	333 900,00
202102	Logements Trésorerie	10/05/2021	120 000	20 ans	16 ans, 5 m	Banque Populaire	0,71	0,00	96 000,00	6 000,00	681,60	6 681,60	90 000,00
SOUS TOTAL CHAMPA IMMO			597 000						453 750,00	29 850,00	3 042,75	32 892,75	423 900,00
TOTAL			13 061 080						6 027 006,16	796 147,84	99 780,26	895 928,10	5 230 858,32

Pas de nouvel emprunt en 2025

Bilan Annuel

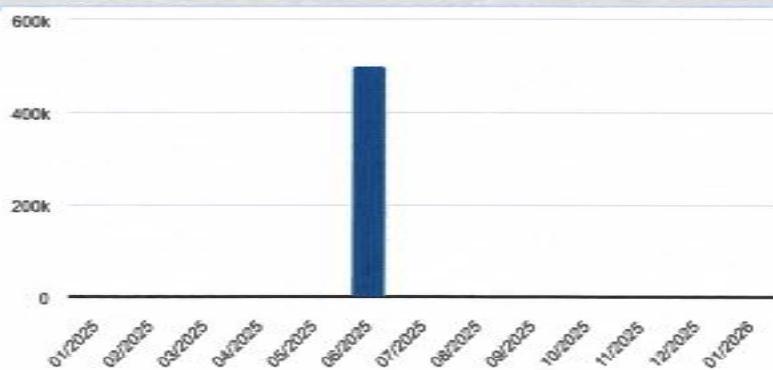
Caractéristiques de la dette au 01/01/2026

Encours 6 027 006,16	Nombre d'emprunts * 24
Taux actuariel * 1,69%	Taux moyen de l'exercice 1,73%
* tirages futurs compris	

Charges financières en 2026

Annuité 895 928,10	Amortissement 796 147,84
Intérêts emprunts 99 780,26	
	ICNE 50 247,72

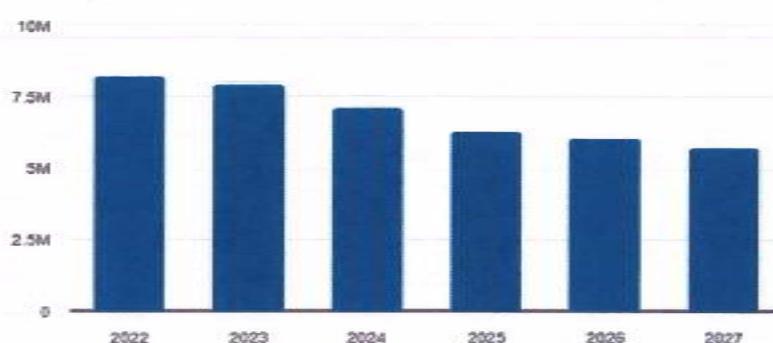
Versements récents (emprunt 2024 à la caisse des dépôts sur 20 ans livret A+marge de 040 %) décaissé en juin 2025 .



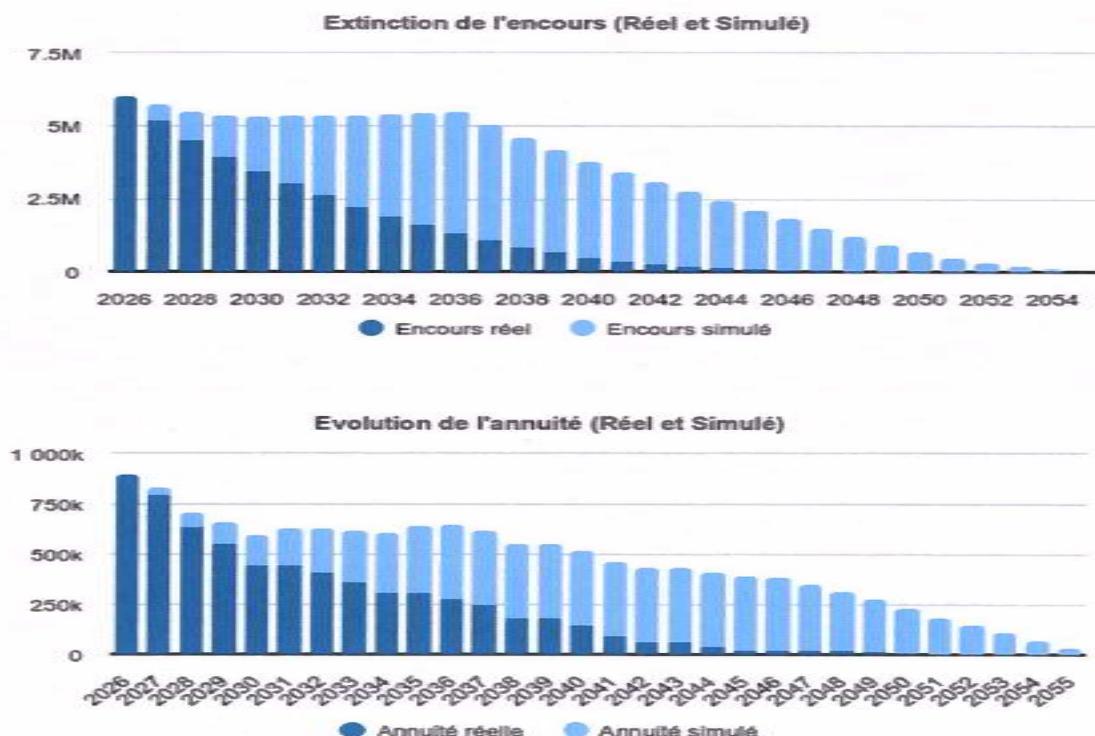
Financements Disponibles au 01/01/2026

Enveloppes de Financement 0,00	Lignes et Billets de trésorerie 0,00
Remboursements temporaires 0,00	Emprunts long terme non mobilisés 0,00

Evolution de l'encours depuis 5 ans en début d'exercice



Extinction de la dette globale 2026/2036



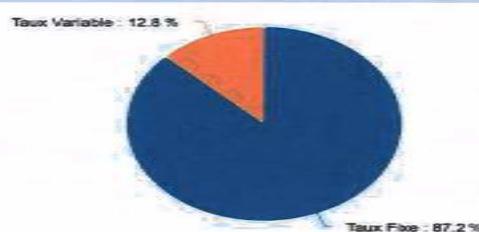
Ex.	Encours début	Tirage	Annuité	Intérêts	Taux moy.	Taux act.	Amort.	Solde
2026	6 027 006,16	500 000,00	895 928,10	99 780,26	1,73%	1,69%	796 147,84	895 928,10
2027	5 730 858,32	500 000,00	835 851,15	102 015,62	1,90%	1,81%	733 835,53	835 851,15
2028	5 497 022,79	500 000,00	710 173,47	105 837,58	2,00%	1,95%	604 335,89	710 173,47
2029	5 392 686,90	500 000,00	663 240,96	112 840,85	2,15%	2,12%	550 400,11	663 240,96
2030	5 342 286,79	500 000,00	596 114,20	121 509,50	2,28%	2,30%	474 604,70	596 114,20
2031	5 367 682,09	500 000,00	631 821,35	132 743,79	2,42%	2,50%	499 077,56	631 821,35
2032	5 368 604,53	500 000,00	630 402,51	143 490,27	2,58%	2,69%	486 912,24	630 402,51
2033	5 381 692,29	500 000,00	618 532,02	153 940,33	2,74%	2,88%	464 591,69	618 532,02
2034	5 417 100,60	500 000,00	606 672,64	164 717,79	2,89%	3,05%	441 954,85	606 672,64
2035	5 475 145,75	500 000,00	642 532,65	174 981,21	3,05%	3,20%	467 551,44	642 532,65
2036	5 507 594,31	500 000,00	648 376,41	184 436,72	3,14%	3,35%	463 939,69	648 376,41

L'annuité diminuerait jusqu'en 2034 (avec une simulation d'un emprunt annuel de 500 000 € sur 20 ans au taux fixe de 4 % soit 37 000 €/an).

A partir de 2030, le remboursement du capital restant du est inférieur à la prévision de l'emprunt annuel estimé (500 000 €),

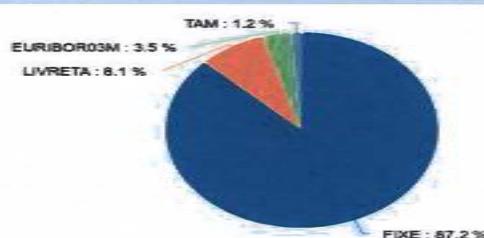
Index

Types de Taux



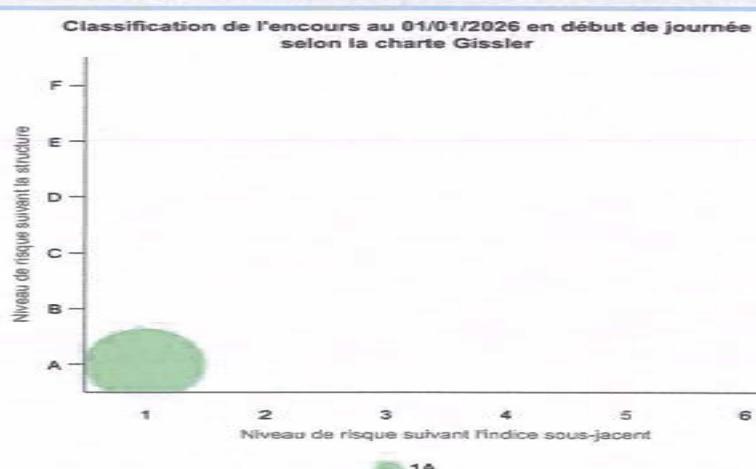
	Fixes	Variables	Total
Encours	5 256 221,63	770 784,53	6 027 006,16
%	87,21%	12,79%	100%
Durée de vie moyenne	5 ans, 9 mois	8 ans, 8 mois	6 ans, 1 mois
Nombre d'emprunts	21	3	24
Taux actuel	1,60%	2,33%	1,69%

Index de taux



Index	Nb	Encours au 01/01/2026	%	Annuité Capital + Intérêts	%
FIXE	21	5 256 221,63	87,21%	790 504,14	88,23%
LIVRETA	1	490 000,00	8,13%	30 132,50	3,36%
EURIBOR03M	1	208 474,53	3,46%	38 012,64	4,24%
TAM	1	72 310,00	1,20%	37 278,82	4,16%
TOTAL	24	6 027 006,16		895 928,10	

Charte Gissler

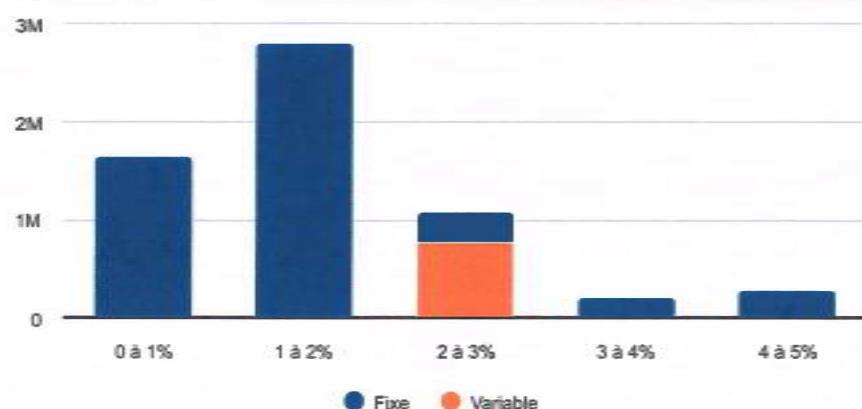


Catégorie	Encours au 01/01/2026	%
1-A	6 027 006,16	100,00%
TOTAL	6 027 006,16	100 %

L'encours est sécurisé à 100 %, le risque de hausse des taux est limité (4,66 % de l'encours en taux variable). Pour le moment, le prêt indexé sur le livret A présente un taux d'intérêt de 2,10 % (1,70+marge 0,40).

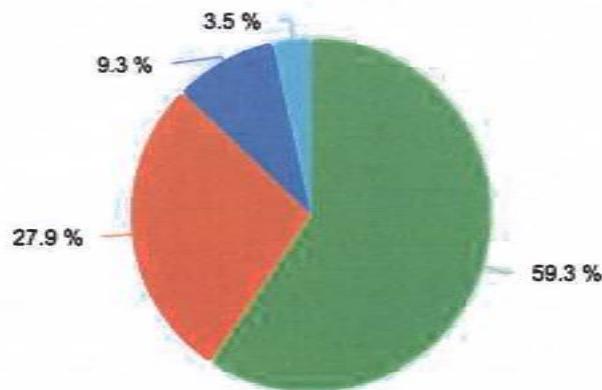
Coût

Tranches de taux



TEG résiduel	%	Encours
0% à 1%	27,30	1 645 439,21
1% à 2%	46,69	2 814 130,92
2% à 3%	17,98	1 083 434,90
3% à 4%	3,46	208 717,98
4% à 5%	4,57	275 283,15
TOTAL		6 027 006,16

Pénalités de sortie



Type de pénalité	Nb. contrats	%	Encours
Indemnité actuarielle	16	59,35	3 576 843,62
5 % du capital remboursé par anticipation	5	27,86	1 679 378,01
Aucune pénalité paramétrée	2	9,33	562 310,00
3 % sur capital remboursé par anticipation	1	3,46	208 474,53
TOTAL			6 027 006,16

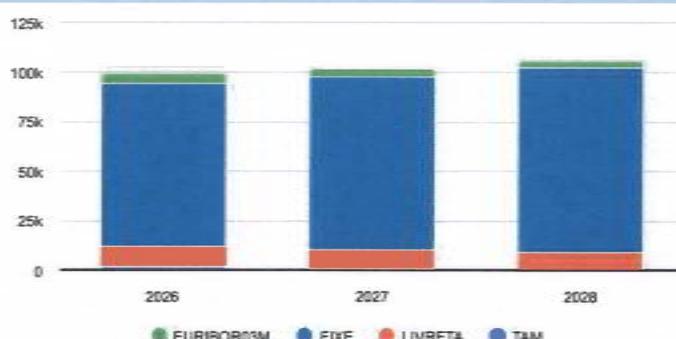
Echéancier

Répartition sur l'exercice



Année 2026	Nb éch.	Contrats		Solde
		Amort.	Intérêts	
Janvier	5	148 469,24	16 827,40	165 296,64
Février	3	89 118,43	6 350,63	95 469,06
Mars	3	45 803,22	11 901,07	57 704,29
Avril	4	87 120,59	13 977,70	101 098,29
Mai	4	88 943,44	8 561,60	97 505,04
Juin	5	86 805,90	8 133,35	94 939,25
Juillet	2	34 761,95	1 866,70	36 628,65
Août	2	60 430,86	6 157,20	66 588,06
Septembre	4	58 615,19	14 568,13	73 183,32
Octobre	3	69 836,42	7 400,02	77 236,44
Novembre	1	8 798,78	81,78	8 880,56
Décembre	2	17 443,82	3 954,68	21 398,50
TOTAL	38	796 147,84	99 780,26	895 928,10

Projection N+2



Index	Intérêts par index 2026 *	Coût moyen 2026	Intérêts par index 2027 *	Coût moyen 2027	Intérêts par index 2028 *	Coût moyen 2028
EURIBOR03M	5 152,45	2,63%	4 282,35	2,63%	3 392,87	2,63%
FIXE	82 570,08	2,18%	87 161,96	2,46%	93 152,21	2,72%
LIVRETA	10 132,50	2,10%	9 712,50	2,10%	9 292,50	2,10%
TAM	1 925,23	2,63%	858,81	2,29%		
TOTAL	99 780,26	1,73%	102 015,62	1,90%	105 837,58	2,00%

* Intérêts après couverture

Répartition par périodicité

Périodicité	Encours	%	Nb de contrats
Année(s)	3 860 212,40	64,05%	16
Semestre(s)	1 433 605,80	23,79%	5
Trimestre(s)	733 187,96	12,17%	3
Mois	0,00	0,00%	0
TOTAL	6 027 006,16		24

Durée de vie

Indicateurs

Encours **6 027 006,16**

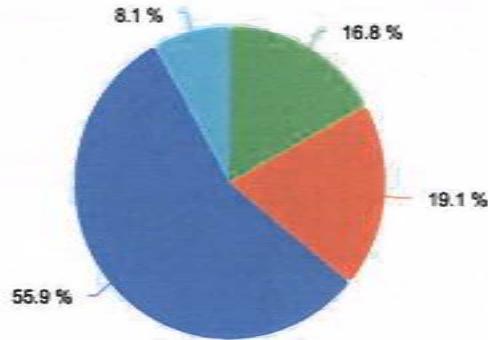
Durée de vie moyenne * **6 ans, 1 mois**

Durée résiduelle * **29 ans**

Durée résiduelle Moyenne * **11 ans, 9 mois**

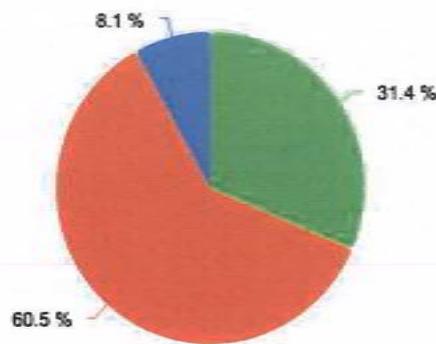
* *tirages futurs compris*

Répartition par durée résiduelle



Durée résiduelle	Montant
< 5 ans	1 014 864,52
5 - 10 ans	1 150 541,67
10 - 20 ans	3 371 599,97
20 - 30 ans	490 000,00
TOTAL	6 027 006,16

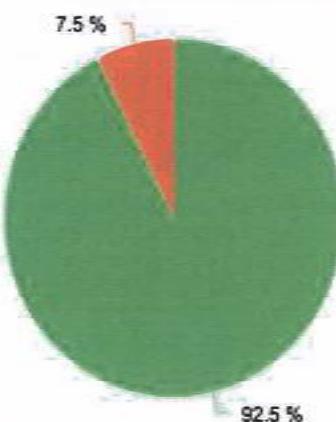
Répartition par durée de vie moyenne



Durée de vie moyenne	Montant
< 5 ans	1 892 452,27
5 - 10 ans	3 644 553,89
10 - 20 ans	490 000,00
TOTAL	6 027 006,16

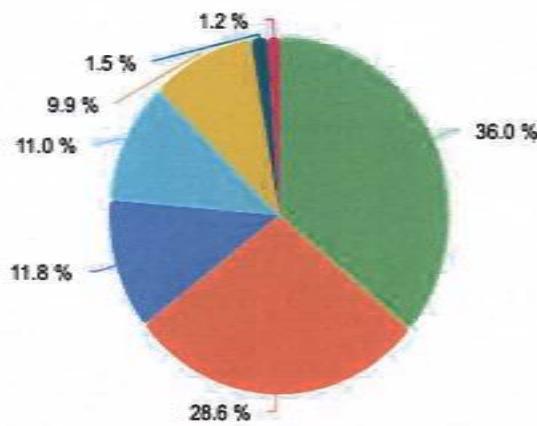
Affectation

Budgets



Budget	%	Montant
BUDGET PRINCIPAL VILLE	92,47	5 573 256,16
BUDGET CHAMPA IMMO	7,53	453 750,00
TOTAL		6 027 006,16

Prêteurs



Prêteur	%	Montant
Banque Populaire	35,98	2 168 679,19
Caisse d'Epargne	28,57	1 721 857,44
Crédit Mutuel	11,81	711 905,63
Caisse des Dépôts et Consignations	11,02	664 004,55
C.L.F./DEXIA	9,89	595 829,66
Crédit Foncier	1,53	92 419,69
Caisse de Crédit Agricole	1,20	72 310,00
TOTAL		6 027 006,16

FISCALITE 2026

EVOLUTION DU PRODUIT FISCAL

Cette simulation est basée sur :

Des taux d'imposition inchangés en 2026 (et depuis 2006)

Une hausse des bases fiscales estimée à 1 % en 2026

Une diminution de la taxe sur les pylônes 2026 (suite au démantèlement de la ligne haute tension Genissiat Champagnole)

La participation à la réduction du déficit de l'Etat qui s'appliquera sur les allocations compensatrices 2026 (-25 % sur les compensations de taxe foncière)

PRODUIT FISCAL PERCU EN 2025 (état 1259)		ESTIMATIONS 2026 (augmentation des bases de 1 %)	
TAXES	MONTANT	TAXES	MONTANT
FONCIER BATI 43.82 % (19.46 % +24.36%)	5 818 858 €	FONCIER BATI 43.82 % (19.46 % +24.36%)	5 877 047 €
REVERSEMENT EXCEDENT TRANSFERT TF	-1 828 582 €	REVERSEMENT EXCEDENT TRANSFERT TF	-1 846 868 €
TH SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES (10,73 %)	76 065 €	TH SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES (10,73 %)	76 826 €
FONCIER NON BATI 42.65%	37 989 €	FONCIER NON BATI 42.65%	38 369 €
SOUS TOTAL	4 104 330 €	SOUS TOTAL (estimation + 1 % des bases fiscales en 26)	4 145 373 €
ALLOCATIONS COMPENSATRICES		ALLOCATIONS COMPENSATRICES	
FNGIR	22 360 €	FNGIR	22 360 €
TAXE FONCIERE BATI	273 318 €	TAXE FONCIERE BATI (*)	207 318 €
TAXE FONCIERE NON BATI	4 709 €	TAXE FONCIERE NON BATI	4 709 €
TAXE SUR LES PYLONES	45 289 €	TAXE SUR LES PYLONES (**)	18 870 €
TOTAL GENERAL	4 450 006 €	TOTAL GENERAL	4 398 630 €
DIMINUTION PREVISIONNELLE DU PRODUIT FISCAL POUR 2026		-51 376 €	

(*) Estimation de la participation à l'effort de la réduction de la dette pour 2026 - 66 000 € (Projet Loi de Finances 2026)

(**) 9 Pylônes en moins en 2026 suite au démantèlement de la ligne haute tension Genissiat/Champagnole

Revalorisation des bases fiscales qui générerait une recette supplémentaire de

Participation à la réduction du déficit de l'Etat (estimation)

Réduction de la taxe sur les pylônes (5 pylônes en 2026 contre 14 en 2025)

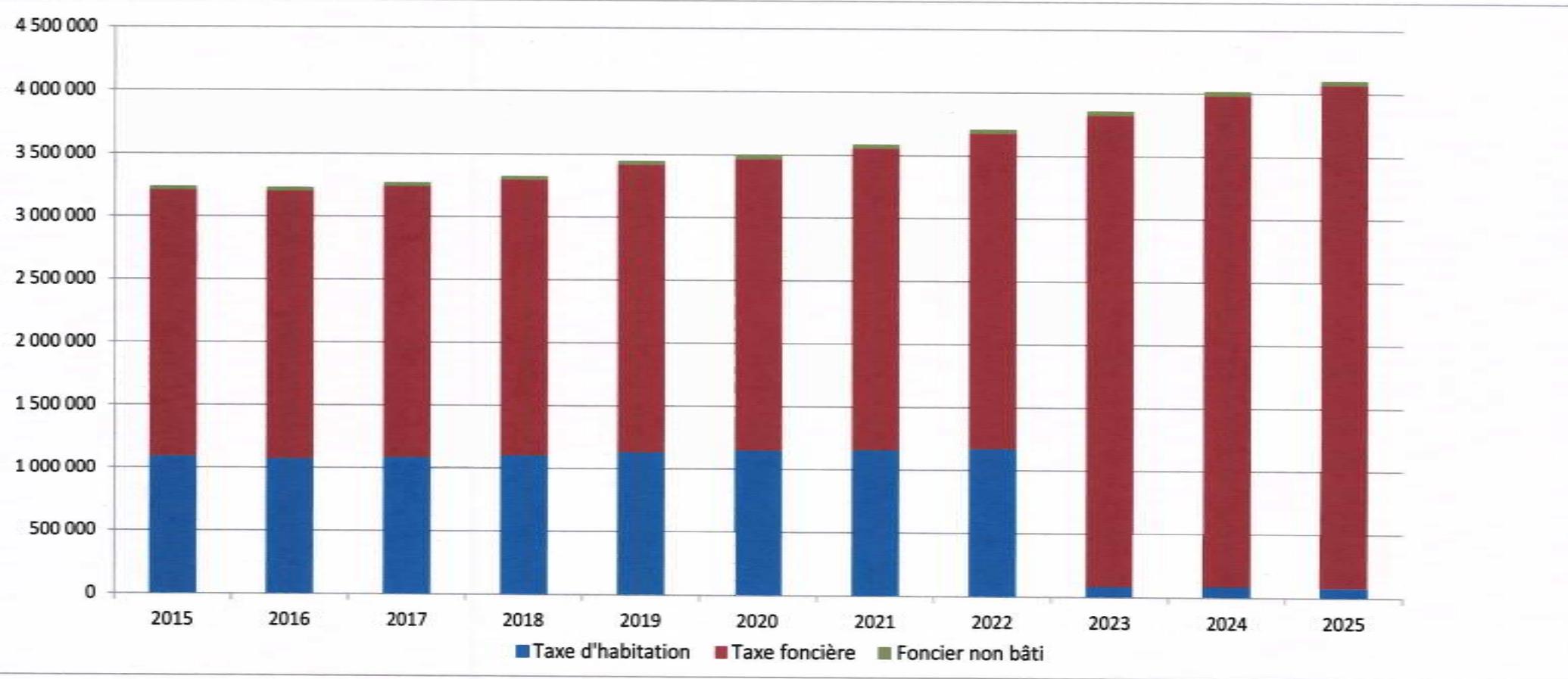
41 043 €

-66 000 €

-26 419 €

-51 376 €

EVOLUTION DU PRODUIT FISCAL BRUT DE 2015 à 2025



Le tableau exclu les compensations versées par l'Etat.

Sur la période, la revalorisation annuelle des bases a été de 22,70%
 (Hausse des bases de 7,1% en 2022, 3,9% en 2023 et 1,7% en 2024)

(*) Taxe d'habitation compensée par l'Etat depuis 2021, à compter de 2023 seule la THRS figure sur le tableau la compensation de TH est intégrée à la TF,

2015/2025	
évolution en €	864 874 €
évolution en %	26,70%

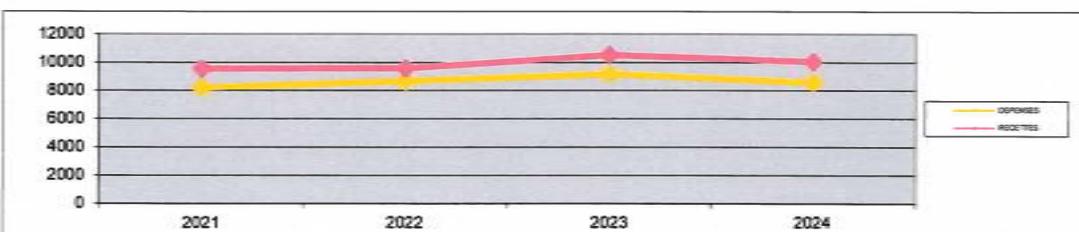
EVOLUTION DES PRINCIPAUX POSTES DU BUGET GENERAL DEPUIS 4 ANS

source C.A/CFU

ANNEES	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (en K€)					TOTAL DEPENSES RELLES (1)	AMORTISSEMENT
	CHARGES A CARACTERE GENERAL	PERSONNEL	AUTRES CHARGES (1)	REMBOURSEMENT DES INTERETS DE LA DETTE			
2021	2150	4659	1244	145		8198	565
2022	2227	4891	1419	137		8674	451
2023	2479	5183	1407	131		9200	424
2024 (*)	2338	5096	1023	120		8577	424
2025 estimation	2540	5137	831	122		8630	435
évolution en % sur la période	18,14	10,26	-33,20	-15,86		5,27	-23,01

ANNEES	RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en K€) (hors cession de terrains)					TOTAL (2)
	PROD SERV	IMPOT TAXES (*)	DOTATION (**)	AUTRES (dont loyers)		
2021	930	6302	1853	463		9548
2022	913	6371	1797	505		9586
2023	1270	6729	2114	426		10539
2024 (*)	1298	6169	2092	489		10048
2025 estimation	1254	6134	2286	397		10071
évolution en % sur la période	34,84	-2,67	23,37	-14,25		5,48

(*) Entre 2023 et 2024 suppression de la TEOM (638 k€) en dépenses et en recettes



EVOLUTION DE LA MARGE D'AUTOFINANCEMENT BRUT DEPUIS 4 ANS

La Capacité d'Autofinancement (CAF) est un concept central pour l'analyse financière d'une collectivité
CAF brute : produits réels de fonctionnement (encaissables) (2) - les charges réelles de fonct (décaissables) (1)
CAF nette : CAF BRUTE - Remboursement du capital des emprunts

La CAF nette représente l'épargne disponible (issue de la section de fonctionnement) destiné au financement des dépenses d'équipement de la commune.

	RECETTES	DEPENSES	CAF BRUTE	RBT CAP EMPRUNT	CAF NETTE
2021	9 548	8 198	1 350	804	546
2022	9 586	8 674	912	690	222
2023	10 539	9 200	1 339	799	540
2024	10 048	8 577	1 471	763	708
2025 estimation	10 071	8 630	1 441	740	701

Après un rebond de la CAF nette en 2021 qui suivait une forte chute en 2020 (conséquences du COVID), la CAF remonte en 2023 et en 2024.

ANALYSE FINANCIERE ET CAPACITE D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELLE POUR 2026

Le SIDEV a estimé les dépenses d'électricité et de gaz pour 2026.

Les estimations indiquent une baisse de 10 % des factures d'électricité et une hausse de 5 % de celles de gaz.

Avec une marge, les dépenses diminueraient de 70 000 € par rapport à 2025

ETAT DES LIEUX DES PREVISIONS DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ESTIMEES POUR 2026

CHAPITRE 011 CHARGE A CARACTERE GENERAL + 30 000 € par rapport au BP 25 : 2 760 000 €

Diminution de 70 000 € des dépenses de fluides (électricité et gaz)

Inscription d'une ligne budgétaire pour le départ du tour de France (100 000 €)

Maintien des autres dépenses à leur niveau actuel

CHARGES DE PERSONNEL Montant identique au BP 2025 : 5 187 000 €

La hausse de 3 points de la cotisation CNRACL : + 70 000 € serait compensée par la réorganisation des services effectuée en 2025. Gel du point d'indice en 2026.

AUTRES CHARGES (subventions aux associations au CCAS, à l'école J d'Arc, restaurant,...) 850 000 €

Maintient des subventions versées (CCAS, association, restaurant) à leur niveau actuel.

CHARGES FINANCIERES - 17 000 € par rapport au BP 2025 : 100 000 €

Diminution du remboursement des intérêts d'emprunt (pas de prêt souscrit en 2025)

FPIC baisse des prévisions (25 000 € au lieu de 40 000 €) 25 000 €

Dotation aux amortissements 450 000 €

ETAT DES LIEUX DES PREVISIONS DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ESTIMEES POUR 2026

CHAPITRE 013 ATTENUATION DE CHARGES (remboursement des frais de personnel) : 25 000 €

CHAPITRE 70 PRODUIT DES SERVICES : + 5 000 € par rapport au BP 25 1 210 000 €

Légère évolution envisageable, hausse des tarifs communaux à hauteur de l'inflation.

Vente de bois estimées à 150 000 €

CHAPITRE 73 ET 731 FISCALITE LOCALE - 240 000 € par rapport au BP 25 : 5 880 000 €

Diminution des taxes sur les pylônes, réduction des allocations compensatrices de TF (- 66 000 €).

Prélèvement du DILICO (-219 000 € venant en déduction des recettes fiscales).

Revalorisation des bases fiscales + 1 % (45 000 €).

CHAPITRE 74 DOTATIONS SUB + 250 000 € par rapport au BP 25 : 2 100 000 €

La DGF perçue en 2025 a augmenté de 300 000 € par rapport à celle de 2024.

Prévision prudente en prévoyant une augmentation de 200 000 € par rapport au BP 25.

Plus de FCTVA sur les dépenses de fonctionnement. Subvention région, département (tour de France) 50 000 €

CHAPITRE 75 PRODUITS DE GESTION COURANTE (loyer et rbt charge, reverset B annexes) : 390 000 €

Identique au BP 2025

VARIABLES AJUSTEMENTS

Assujetissement au DILICO ou pas (plus ou moins 219 000 €) ?

Maintient DGF 2026 (+ 400 000 € par rapport au BP 25) ou retour à celle de 24 (montant inscrit au BP 2025) ?

En fonction des évolutions en cours de la loi de finances, l'impact le plus favorable pour la ville (DGF 2025 reconduite en 2026) et pas de DILICO, les recettes pourraient augmenter de 400 000 € par rapport au BP 2025.

L'impact le moins favorable serait le retour de la DGF au niveau de 2024 (- 400 000 €) et l'assujetissement au dilico (219 000 €) soit une diminution des recettes de 619 000 €,

Les estimations sont basées sur une hypothèse médiane (contribution au DILOCO et DGF 2026 estimée entre celle perçues en 2024 (1 365 000 €) et celle versée en 2025 (1 765 000 €) soit une augmentation de 200 000 €.

En résumé, et compte tenu de ces estimations les prévisions budgétaires des dépenses et recettes de fonctionnement 2026 seraient quasiment au même niveau que celles du BP 2025.

Estimation des dépenses de fonctionnement 2025 (hors virement)

9 372 000 € (9 355 000 € au BP 2025)

Estimation des recettes de fonctionnement 2025

9 605 000 € (9 600 000 € au BP 2025)

233 000 € (virement en investissement)

(245 000 € au BP 2025)

PROPOSITIONS POUR L'EQUILIBRE DU BP 2026

Au niveau des dépenses de fonctionnement

Maitriser la masse salariale 2026

Les économies réalisées en 2025 permettraient de compenser la hausse du taux de la CNRACL

Poursuite des mesures d'économie d'énergie afin de réduire au maximum la consommation d'électricité, de gaz et de carburant.

Mise en place de l'autoconsommation de la production d'électricité photovoltaïque des nouvelles installations.

Surveillance particulière au niveau du chauffage des bâtiments

Poursuite du remplacement des véhicules thermiques par des véhicules électriques.

Au niveau des recettes de fonctionnement

Révision des tarifs municipaux à la hauteur de l'inflation.

Reversement des excédents des budgets annexes (lotissements, régie de production d'électricité).

Concernant le programme d'investissement 2026

Privilégier les dépenses d'investissement qui produiront un retour sur investissement rapide.

Limiter le recours à l'emprunt à hauteur de 500 000 €.

Difficile de prévoir un programme d'investissement même à court terme compte tenu de la situation financière, politique et économique actuelle.

Faciliter les projets privés de construction de logements destinés à la location ou à la vente sur le territoire communal.

ESTIMATION DU FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS 2026

RAPPEL : Le résultat de l'exercice 2025 ne figure pas dans le projet du BP 2026, l'excédent sera intégré dans la DM1 lors du vote du Compte Financier Unique (CFU) au deuxième trimestre 2026.

ESTIMATION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT POUR L'ANNEE 2026

CHAPITRES 021/ 040 DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET VIREMENT : 530 000 €

Virement de la section de fonctionnement (chapitre 021)

estimation pour 2026	233 000 €	(une recette au chapitre 021 en recette d'investissement et une dépense au chapitre 023 en dépenses de fonctionnement)
----------------------	-----------	--

Dotation aux amortissements (chapitre 040),

Le matériel ainsi que les participations versées à la COMCO (travaux dans les écoles, logiciel informatique) s'amortissent,

estimation pour 2026	450 000 €	(une recette au chapitre 040 en recette d'investissement et une dépense au chapitre 042 en dépenses de fonctionnement)
----------------------	-----------	--

CHAPITRE 10 DOTATION ET RESERVES : 285 000 €

Taxe d'aménagement (part communale)

La commune perçoit une taxe d'aménagement calculée sur la surface des constructions nouvelles située sur son territoire

estimation pour 2026	85 000 €	(non compris la TA perçue sur les Zones intercommunales qui sont reversées à la CCCNJ)
----------------------	----------	--

FCTVA 2024

L'ETAT reverse la TVA payée sur les investissements réalisés en N-2 soit au cours de l'année 2024,

Le taux du FCTVA 2026 resterait fixé à 16,404 %

estimation pour 2026	200 000 €
----------------------	-----------

SUBVENTION D EQUIPEMENT RECUES :

Les subventions (FIT) seront demandées en fonction des projets à réaliser
Il est à craindre une baisse significative des enveloppes départementales attribuées par le Préfet.

RE COURS A L EMPRUNT : 500 000 €

Proposition pour 2025	500 000 €
-----------------------	-----------

CESSION DE TERRAINS OU DE BATIMENTS :

vente de terrains et bâtiments	0 €
--------------------------------	-----

TOTAL DES ESTIMATIONS
(hors subventions et vente immobilières)

1 468 000 €

Annuité d'emprunt à rembourser en 2026

-765 000 €

MONTANT DISPONIBLE ESTIME POUR FINANCER LES INVESTISSEMENTS 2026 703 000 €
(rappel ROB 2025 : 550 000€)